

Travailler et produire autrement

Jean-Marie Harribey

La Décroissance, n° 147, mars 2018

Jamais le capitalisme n'a engendré une crise aussi profonde qu'aujourd'hui : du social à l'écologie et au climat, de l'économie à la finance, du politique à la démocratie, tout se dégingle. Pourtant, les tergiversations pour engager les bifurcations nécessaires sont multiples. Et c'est surtout dans le camp considéré traditionnellement comme « progressiste » ou « de gauche » qu'elles sont les plus marquées. Au moins trois sujets sont controversés : le travail, le(s) revenu(s), la transition. Le premier conditionne les deux autres.

Le travail vivant

Les nouvelles techniques et les pratiques managériales néotayloriennes chamboulent le travail : individualiser la condition du travailleur permet de le faire adhérer aux objectifs de rentabilité de l'entreprise, tout en intensifiant et précarisant son travail, et, au final, en renforçant son lien de subordination à l'employeur. Mais il ne faut pas voir derrière ces changements un déterminisme technique inéluctable. Ils expriment plutôt un rapport de force défavorable aux travailleurs. Le premier facteur de celui-ci est le chômage et la dissolution des collectifs de travailleurs. Mais s'y ajoute un facteur idéologique très important. S'est répandue l'idée que le travail touchait à sa fin et qu'il fallait d'autant moins s'en inquiéter qu'il n'était pas, soi-disant, nécessaire à l'intégration des individus dans la société. De plus, reprenant le leitmotiv de la pensée dominante selon lequel ce n'est pas le travail qui, seul, crée la valeur économique, l'idéologie s'est enlisée dans la proposition du revenu d'existence universel.

Il est difficile en sciences sociales d'affirmer une vérité, toutes les sociétés étant des constructions humaines, sans aucune constance dans le temps ou dans l'espace. En revanche, déceler une erreur est possible. Et les erreurs abondent dans le fatras idéologique sur le travail.

1) Le chômage a crû énormément au cours des quarante dernières années, mais, sur le long terme, le nombre d'emplois continue d'augmenter à l'échelle mondiale. Si le chômage est tel, c'est à cause du détournement de la valeur ajoutée par le capital à la faveur de la crise, et non pas à cause de l'informatisation et de la robotisation, car jamais la productivité du travail n'a augmenté aussi faiblement. Prédire la fin du travail relève donc de la boule de cristal.

2) Dans l'hypothèse improbable où le travail se rarifierait autant que le prédisent les oracles, un mystère apparaîtrait que ne dissipent pas les partisans du revenu d'existence : comment pourrait-on collectivement distribuer davantage de revenus puisque tous sont engendrés par le travail ? On touche là l'impensé de la théorie économique bourgeoise : la valeur n'a pas d'autre source que le travail vivant socialement validé. L'activité autonome, décidée individuellement hors de tout contexte social, peut bien créer des valeurs d'usage, elle n'engendre pas de valeur monétaire distribuable.

3) Que le travail ne soit pas suffisant pour intégrer les individus dans la société est une chose, mais il reste nécessaire pour tisser des liens sociaux. Dans le cadre capitaliste, il est aliénant, ses finalités échappent au travailleur, mais aucun capitaliste n'est capable d'empêcher celui-ci de donner du sens à son action. Comme le disait Marx, par le travail, l'homme produit ses moyens d'existence et il se produit lui-même. Le travail est vivant aussi pour cette raison.

Transformer le travail et la production

L'enjeu de l'émancipation humaine est toujours de libérer le travail de l'exploitation et de la domination qu'il subit, mais il est maintenant indissolublement lié à celui de transformer les finalités, les normes et l'organisation des structures productives. Comment travailler est inséparable de quoi produire et pour qui.

1) Travailler autrement pour produire autrement dans l'agriculture. La transformation complète du modèle de production agricole est possible en quelques années. Si l'évolution vers une agriculture biologique s'accélérait, non seulement la qualité des produits s'améliorerait mais le nombre d'emplois pourrait assez vite doubler. Un million d'emplois agricoles en France permettrait de produire mieux, de mettre un coup d'arrêt à la désertification des campagnes et d'entretenir les paysages.

2) L'industrie est tributaire aujourd'hui d'une énergie à base de fossiles ou du nucléaire. Arrêter les subventions à l'extractivisme et développer les énergies renouvelables faciliteront l'arrêt du nucléaire. Le système actuel de transports met les villes et les routes à bout de souffle. Transformer le travail consisterait à reconvertir beaucoup d'emplois vers les transports collectifs. Former des travailleurs pour isoler tous les bâtiments et logements irait dans le même sens. Bannir l'obsolescence programmée également.

3) Les besoins humains s'orientent de plus en plus vers des services de qualité. D'où l'importance des services publics de santé, d'éducation, de culture, d'accompagnement du grand âge, et donc des emplois de soignants, d'éducateurs, etc., dont le travail, validé par décision démocratique, est véritablement productif.

Toutes ces transformations prendraient du sens si, parallèlement, le temps de travail individuel était réduit, non seulement pour vaincre le chômage, mais aussi pour promouvoir un autre type de bien-être et une répartition de la valeur ajoutée plus juste. On ne peut savoir à l'avance si la valeur des productions réduites excédera ou non celle des productions promues, mais peu importe, car, à ce compte-là, la transition ne serait pas une supercherie, mais amorcerait un réel dépassement du capitalisme.

Jean-Marie Harribey

La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste, Les Liens qui libèrent, 2013

Faut-il un revenu universel ? (co-direction), Éd. de l'Atelier, 2017

La monnaie, un enjeu politique (co-auteur), Le Seuil, 2018